

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DIDD-2025 n° 982

**portant levée de la mise en demeure du 21 août 2024
prise à l'encontre de la société FLORENTAISE
à Louresse Rochemenier**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Secrétaire général
chargé de l'Administration de l'État
dans le Département de Maine-et-Loire,

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 512-7, L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée en annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement et notamment la rubrique 2780 (installation de compostage de déchets non dangereux) ;

VU le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

VU le décret du 29 octobre 2025 portant cessation de fonction du préfet de Maine-et-Loire ainsi que l'arrêté du premier ministre du 24 juillet 2025 portant admission à la retraite de M. Philippe CHOPIN, préfet de Maine-et-Loire, administrateur de l'État du grade transitoire et réintégré dans le corps des administrateurs de l'État à compter du 2 novembre 2025 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter D3-93 – n° 221 du 31 mars 1993 ;

VU l'article 3.G.3 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 1993 susvisé qui dispose : « Une réserve d'eau d'au moins 120 m³ sera prévue en vue de la défense contre l'incendie » ;

VU l'article 3.B.4 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 1993 susvisé qui dispose : « L'exploitant fera procéder au moins une fois par an, à ses frais, à un contrôle de l'étanchéité des plates-formes et murets » ;

VU l'article 3.A.3 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 1993 susvisé qui dispose : « Tout le périmètre clôturé sera doublé par un muret d'une hauteur de 0,2 m afin d'éviter tout écoulement hors de la zone bétonnée et de prévenir toute infiltration provenant de l'extérieur » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD- 2012 – n° 332 du 23 octobre 2012 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi le 31 octobre 2025 en faveur de la levée de la mise en demeure du 21 août 2024 prise à l'encontre de la société FLORENTAISE ;

ARRÊTE

Article 1 – L'arrêté préfectoral DIDD – 2024 – n° 209 du 21 août 2024 portant mise en demeure de la société FLORENTAISE est abrogé.

Article 2 – Le présent arrêté est notifié à la société FLORENTAISE par lettre recommandée avec accusé de réception et est publié sur le site internet de la Préfecture de Maine-et-Loire pour une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement. Une copie de cet arrêté est adressée au maire de la commune de Louresse-Rochemenier.

Article 3 – Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-préfet de l'arrondissement de Saumur, la Colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le maire de la commune de Louresse Rochemenier, et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société La Florentaise.

Fait à Angers, le 18 NOV. 2025

Le Secrétaire Général
chargé de l'administration de l'État
dans le département de Maine-et-Loire,

Emmanuel LE ROY